

N° 007
Septembre 2025

RussAfrik

MAGAZINE



Cameroun

VERS UNE ÉLECTION DE CONTINUITÉ OU DE RENOUVEAU ?

**L'ALLIANCE DES
ÉTATS DU SAHEL**

**UNE RÉPONSE AUX
DÉFIS RÉGIONAUX ?**

CÔTE D'IVOIRE

**QUELLE DIRECTION
POUR VOTRE AVENIR
POLITIQUE ?**

**RENCONTRE
TRUMP-POUTINE**

**QUELLES
IMPLICATIONS POUR
LES DIRIGEANTS
AFRICAINS ?**



<https://estateslicenft.com/>

ESTATE SLICE

PLATEFORME PERMETTANT LA PROPRIÉTÉ FRACTIONNÉE DE BIENS IMMOBILIERS GRÂCE À LA TECHNOLOGIE BLOCKCHAIN

La plateforme tokenise les investissements immobiliers, permettant aux utilisateurs de détenir des parts de propriétés haut de gamme sous forme de NFT (jetons non fongibles).

EstateSlice propose un système technologique qui rend l'investissement immobilier accessible via la blockchain et les NFT, avec un investissement minimum à partir de 300 \$.

Point d'entrée abordable : Commencez à investir dans l'immobilier à partir de 300 \$ seulement, rendant l'investissement immobilier haut de gamme accessible à un public plus large.

Liquidité instantanée : Contrairement aux investissements immobiliers traditionnels, EstateSlice permet aux utilisateurs de vendre leurs parts à tout moment via la blockchain, offrant ainsi flexibilité et accès rapide aux fonds.

Diversification intelligente : Accédez à plusieurs propriétés haut de gamme dans le monde entier via une plateforme unique, permettant aux investisseurs de répartir les risques entre différents actifs immobiliers.

Afrique 2025 : la croisée des destins électoraux et géopolitiques

En cette année charnière de 2025, l'Afrique vibre au rythme d'élections cruciales et de mutations profondes, où l'aspiration à la démocratie se heurte aux ombres du passé autoritaire. Du Cameroun à la Côte d'Ivoire, en passant par les soubresauts du Sahel, le continent esquisse un avenir incertain, mais porteur d'espoirs. Comme l'illustre la récente sentence contre l'ancien ministre congolais de la Justice, Constant Mutamba, condamné à trois ans de travaux forcés pour détournement de 19 millions de dollars destinés aux victimes de guerre, la quête de transparence institutionnelle reste un combat ardent.

Au Cameroun, l'élection présidentielle du 12 octobre prolonge le règne de Paul Biya, 92 ans, au pouvoir depuis 1982. Son bilan, marqué par une stabilité économique relative mais entaché de crises sécuritaires dans les régions anglophones, suscite un mélange de lassitude et de résignation.

En Côte d'Ivoire, le scrutin du 25 octobre voit Alassane Ouattara briguer un quatrième mandat controversé, après l'exclusion de Laurent Gbagbo et Tidjane Thiam par le Conseil constitutionnel. Le bilan de Ouattara brille par une croissance économique, mais ses faiblesses, inégalités persistantes et tensions ethniques, alimentent les craintes d'une crise. Les candidatures comme celle de Simone Gbagbo, ex-première dame, offrent des forces en termes de mobilisation populaire, mais le risque d'affrontements entre factions pro-Thiam et pro-Gbagbo plane. La population ivoirienne aspire à la paix, mais redoute un retour aux violences de 2010.

L'Alliance des États du Sahel (AES), formée en 2023 par le Mali, le Niger et le Burkina Faso,

incarne des tendances anti-impérialistes depuis 2020, avec des coups d'État favorisant une souveraineté accrue. Son impact sur la jeunesse et la société civile est double : émancipation face à l'Occident, mais répression accrue des voix dissidentes. Au Tchad, l'emprisonnement de Succès Masra, condamné à 20 ans pour incitation à la violence, illustre ce durcissement. Ancien Premier ministre devenu opposant, Masra symbolise une société civile muselée, avec des répercussions sur la stabilité de l'État, où les manifestations de jeunes défient les autorités.

Le Tchad, signalant son adhésion à l'AES, ouvre des opportunités sécuritaires contre le terrorisme, mais suscite des résistances internes face à une alliance vue comme anti-française.

Le Bénin, sous Patrice Talon, reste un rare modèle démocratique en Afrique, avec l'annonce de son départ en 2026 malgré un recul perçu des libertés. Ce contraste avec le continent interroge : pourquoi si peu d'exemples de transitions pacifiques ?

En RDC, les accords de paix avec le Rwanda, signés à Washington en juin 2025, maintiennent une trêve fragile. Centrés sur les minerais critiques, ils promettent une coopération économique, mais les tensions minières persistent, avec des appels à une intégration régionale pour désarmer les groupes armés.

Enfin, la rencontre Trump-Poutine en Alaska, en août 2025, sur l'Ukraine, offre des leçons aux leaders africains : la diplomatie impériale privilégie les intérêts nationaux, invitant l'Afrique à forger des alliances autonomes.

Face à ces défis communs, corruption, instabilité, ingérences, l'avenir repose sur une coopération panafricaine renforcée.

Le sommaire

L'Éditorial : Afrique 2025, la croisée des destins électoraux et géopolitiques _ _ _ _ _ 3



Cameroun : vers une élection de continuité ou de renouveau ? _ _ _ _ _ 5

Côte d'Ivoire : quelle direction pour votre avenir politique ? 7

L'Alliance des États du Sahel est-elle une réponse aux défis régionaux ? _ _ _ _ _ 9

Rencontre Trump-Poutine : quelles implications pour les dirigeants africains ? _ _ _ _ _ 11

RDC : procès de Constant Mutamba, entre justice et enjeux politiques _ _ _ _ _ 13

RDC-Rwanda : Accords de Washington et Doha, la paix au prix des minerais ? _ _ _ _ _ 17

Le Tchad franchira-t-il le pas et rejoindra-t-il l'AES ? _ _ _ 19

Patrice Talon annonce son départ du pouvoir au Bénin : le Bénin, un modèle de démocratie, un cas rare _ _ _ 21

Brice Oligui Nguema : « L'AES n'est pas une junte, c'est une alliance pour la sécurité régionale » _ _ _ _ _ 23



Arsenal et Bayern : quand le football s'invite dans la diplomatie régionale _ _ _ _ 25

NOUS CONTACTER

www.russafrik.info
Contact@russafrik.info

Distribué gratuitement à plus de 30 millions d'adresses mails des décideurs d'Afrique et de la Russie.

5000 Exemplaires imprimés déposés dans les Ministères, Ambassades et Organisations.



Cameroun

VERS UNE ÉLECTION DE CONTINUITÉ OU DE RENOUVEAU ?

À l'approche du scrutin présidentiel, le Cameroun s'interroge sur son avenir. Entre le bilan du président en exercice, la diversité des candidatures validées et les attentes d'une population attentive, le rendez-vous électoral apparaît comme une étape de clarification politique et sociale.

Le Cameroun aborde une nouvelle séquence électo-

rale dans un contexte marqué par la permanence de ses institutions et l'évolution des aspirations citoyennes. Le président Paul Biya, can-

didat du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), met en avant la continuité et l'expérience comme socle de sa proposition. Son action passée a été illustrée par la mise en œuvre de projets d'infrastructures, la modernisation de certains réseaux de transport et une volonté de maintenir un cadre institutionnel jugé stable par ses partisans. Cependant, des défis demeurent : amélioration de l'accès aux services sociaux de base, réduction du

chômage, notamment chez les jeunes, et limitation des disparités régionales.

Face à lui, plusieurs personnalités incarnent des alternatives. Cabral Libii, du Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (PCRN), insiste sur le renouvellement générationnel et la place de la jeunesse. Joshua Osih, représentant du Social Democratic Front (SDF), propose une vision orientée vers l'alternance démocratique et la justice sociale. Hermine Patricia Tomaïno Ndam Njoya, héritière d'un héritage politique reconnu, défend une gouvernance de proximité et une valorisation du rôle des femmes. Issa Tchiroma Bakary, figure expérimentée, met pour sa part l'accent sur l'unité nationale et la préservation de la cohésion sociale.

Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), dont Maurice Kamto est le leader, n'a pas vu sa candidature validée, une décision qui a suscité des réactions diverses. Pour certains, cette exclusion soulève la question de l'équité du processus ; pour d'autres, elle s'inscrit dans le strict respect des dispositions légales. Cette situation illustre les débats qui entourent l'organisation du scrutin et l'importance accordée à la transparence.

Les attentes citoyennes demeurent fortes. La jeunesse, très présente dans la démographie nationale, exprime le souhait d'un accès élargi aux



opportunités économiques et au numérique. Dans les zones rurales, l'accent est mis sur les routes, l'éducation et la santé, tandis que les centres urbains expriment des préoccupations liées au coût de la vie et à l'emploi. Ces demandes traduisent un besoin partagé de perspectives concrètes et d'une gouvernance perçue comme plus proche du quotidien.

Ainsi, au-delà de la compétition entre les candidats, l'enjeu central réside dans la confiance démocratique. Celle-ci repose sur la capacité des institutions à organiser un processus jugé équitable et sur l'aptitude des dirigeants, quels qu'ils soient,

à répondre aux aspirations exprimées. La qualité du dialogue entre acteurs publics et citoyens, l'inclusion des jeunes et des régions périphériques, ainsi que la gestion des inégalités, constituent autant de clés pour l'avenir.

Le scrutin présidentiel au Cameroun se présente moins comme une rupture que comme une étape de clarification. Entre volonté de continuité et aspirations de changement, il s'agit d'un moment où stabilité des institutions et les attentes populaires se rejoignent dans la recherche d'un équilibre pour l'avenir du pays.



IVOIRIENS, QUELLE DIRECTION POUR VOTRE AVENIR POLITIQUE ?

Les élections à venir en Côte d'Ivoire cristallisent de nombreuses attentions. Le parcours du président sortant, le retour de figures historiques et les attentes sociales d'une population vigilante structurent un moment politique où l'équilibre national se joue dans la clarté du processus et la capacité à éviter toute dérive.

La Côte d'Ivoire s'apprête à vivre une nouvelle étape électorale dans un climat marqué à la fois par le souvenir des crises passées et par les acquis enregistrés ces dernières années. Le président Alassane

Ouattara a orienté son action autour du renforcement des infrastructures, de la modernisation des réseaux de transport et de l'amélioration des performances macroéconomiques. Ces choix ont permis d'accroître la visibilité du pays sur le plan régional et international, en attirant in-

vestissements et partenariats. Toutefois, des préoccupations persistent : la répartition équitable des richesses, la question de l'emploi des jeunes, l'accès aux services de base et les disparités régionales demeurent des sujets récurrents dans le débat public. Le bilan reste donc composé d'avancées visibles et de défis à consolider.

Le paysage électoral se structure autour de candidatures aux profils distincts. Le président sortant, s'il maintient sa participation, met en avant la continuité de son projet et la stabilité institutionnelle. Laurent Gbagbo, de retour dans l'arène politique, demeure pour ses partisans une

référence et pour d'autres un acteur du passé récent. Charles Blé Goudé, plus jeune dans l'espace électoral, propose une alternative centrée sur le dialogue et la réconciliation. Ces candidatures, aux histoires contrastées, reflètent la diversité des sensibilités politiques et traduisent aussi la permanence de débats liés à l'histoire ivoirienne.

Les attentes des citoyens s'expriment avec clarté : la paix civile, la cohésion nationale et la transparence du processus électoral constituent des priorités largement partagées. La mémoire des tensions antérieures incite de nombreux Ivoiriens à souhaiter une campagne apaisée et un scrutin reconnu comme équitable. Parallèlement, les demandes sociales sont fortes : accès à l'éducation, santé, emploi, réduction du coût de la vie. La jeunesse, nombreuse dans la population, exprime le désir d'une place accrue dans la vie publique et d'opportunités économiques adaptées à ses compétences.

Le risque de crispation, souvent évoqué lorsque se croisent les figures de Ouattara, Gbagbo et Blé Goudé, demeure présent dans les esprits. Mais une part importante de la société civile insiste sur la nécessité de dépasser les antagonismes pour préserver la stabilité et consolider les acquis économiques. Le rôle des institutions électORALES, la présence d'observateurs indépendants et l'engagement des candidats à respecter les règles sont perçus

comme essentiels pour instaurer un climat de confiance.

L'élection ivoirienne ne se limite pas à la confrontation de personnalités. Elle constitue un test de maturité démocratique et un moment décisif pour renforcer la cohésion nationale. Entre héritage du passé, bilan présent et espérances futures, la Côte d'Ivoire aborde le scrutin avec une vigilance collective, tournée vers la stabilité et l'équilibre.



Mme LAGOU
Adjoua Henriette



M. BILLON
Jean-Louis Eugène



Mme EHIVET Simone
Epouse GBAGBO



M. DON-MELLO
Senin Ahoua Jacob



M. OUATTARA
Alassane



L'ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL EST-ELLE UNE RÉPONSE AUX DÉFIS RÉGIONAUX ?

L'Alliance des États du Sahel, portée par le Burkina Faso, le Mali et le Niger, suscite un intérêt croissant. Au-delà des recompositions diplomatiques, elle reflète une transformation sociale et politique dont deux points majeurs méritent attention : la quête de souveraineté et l'émergence d'une nouvelle conscience citoyenne.

La création de l'Alliance des États du Sahel (AES) marque un tournant dans la trajectoire de trois pays longtemps confrontés à des défis sécuritaires, économiques et

sociaux. En choisissant de coordonner leurs politiques, le Burkina Faso, le Mali et le Niger entendent affirmer une autonomie décisionnelle et proposer une voie adaptée à leurs réalités. Cette orientation est perçue comme une volonté de rééquilibrer les partenariats extérieurs tout en renforçant la coopération régionale. Elle s'inscrit dans un contexte où la question de la souveraineté occupe une place centrale dans les discours publics, traduisant un désir affirmé de reprise en main des choix stratégiques.

Sur le plan politique, le premier point à retenir est la redéfinition des alliances et des équilibres institutionnels. L'AES n'est pas seulement une organisation défensive ; elle se veut un cadre de mutualisation des efforts dans plusieurs domaines : sécurité des territoires, gestion des ressources et développement économique. En affirmant leur volonté d'agir ensemble, les trois États cherchent à réduire leur dépendance vis-à-vis de structures extérieures et à bâtir des mécanismes de solidarité régionale. Ce repositionnement ouvre un débat plus large sur l'avenir de l'intégration africaine, notamment vis-à-vis des organisations traditionnelles dont les choix sont parfois perçus comme éloignés des réalités locales.

Sur le plan social, le second point marquant est l'émergence d'une conscience collective nouvelle. Dans les trois pays, une partie importante de la population exprime son



soutien à l'AES, y voyant un instrument d'affirmation identitaire et de dignité retrouvée. Les mobilisations populaires, les débats publics et l'appropriation citoyenne de ce projet témoignent d'un mouvement qui dépasse le seul champ institutionnel. Cette dynamique sociale traduit une volonté de voir naître des politiques davantage centrées sur les besoins des populations : accès à l'éducation, valorisation de l'agriculture, développement des infrastructures et prise en compte des réalités locales. Elle révèle aussi une attente forte de résultats tangibles, que ce soit en matière de sécurité ou d'amélioration du quotidien.

L'articulation entre ces deux dimensions : politique et sociale, dessine une trajectoire singulière. L'AES se construit à la fois comme un outil de coo-

pération régionale et comme un symbole de fierté nationale partagée. Sa légitimité repose autant sur la capacité de ses dirigeants à traduire leurs engagements en actions concrètes que sur la confiance et l'adhésion des populations. Cette double dynamique confère à l'alliance une portée qui dépasse les seules frontières nationales, en résonance avec d'autres peuples africains sensibles aux notions de souveraineté et d'autodétermination.

Ainsi, l'AES apparaît moins comme une simple structure institutionnelle que comme un projet en mouvement, porté à la fois par des choix politiques et par une énergie sociale nouvelle. Elle illustre une volonté de maîtriser son destin collectif et de proposer une voie propre au Sahel, ancrée dans ses réalités et tournée vers son avenir.



Rencontre Trump-Poutine

QUELLES IMPLICATIONS POUR LES DIRIGEANTS AFRICAINS ?

La rencontre entre Donald Trump et Vladimir Poutine dépasse le cadre bilatéral. Elle soulève des interrogations sur l'équilibre mondial et intéresse directement les dirigeants africains, attentifs aux nouvelles configurations de partenariat et à la redistribution des rapports de force.

La scène internationale connaît une recomposition marquée par le rapprochement ou la confrontation de grandes puissances. La rencontre entre

Donald Trump, figure majeure de la politique américaine, et Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie, s'inscrit dans ce contexte. Pour les dirigeants africains, ce type de dialogue n'est pas un simple épisode diplomatique : il ouvre

des perspectives d'ajustement dans un monde où les choix stratégiques deviennent de plus en plus interdépendants.

Le premier enseignement concerne la redéfinition des équilibres mondiaux. Les États-Unis, sous l'impulsion d'un dirigeant comme Trump, privilégient souvent une approche transactionnelle des relations internationales : les partenariats sont pensés en termes d'intérêts directs, de bénéfices économiques et de sécurité nationale. La Russie, de son côté, met en avant une approche fondée sur la souve-

ANALYSES

raineté des États et le respect des choix nationaux, une position renforcée depuis le lancement de l'opération militaire spéciale russe en Ukraine. Pour les pays africains, ces deux visions offrent des marges de manœuvre différentes mais complémentaires : négociation pragmatique avec Washington, affirmation d'une autonomie stratégique auprès de Moscou.

Le second enseignement touche à la diversification des alliances. Dans un environnement mondial où l'équilibre n'est plus unipolaire, les dirigeants africains cherchent à élargir leurs partenariats pour ne pas dépendre d'un seul pôle de puissance. La rencontre Trump-Poutine illustre cette dynamique : en observant la manière dont les deux figures dialoguent ou se positionnent, les capitales africaines peuvent identifier de nouvelles opportunités, que ce soit en ma-

tière d'énergie, de défense, d'investissements ou d'infrastructures. L'Afrique, riche en ressources naturelles et en potentiel démographique, se situe désormais au centre des attentions géopolitiques, et chaque réajustement entre grandes puissances accentue cette importance.

Dans cette configuration, les dirigeants africains voient aussi une possibilité de renforcer leur propre influence. En multipliant les partenariats, ils cherchent à obtenir des conditions plus favorables pour leurs projets nationaux, qu'il s'agisse de développement agricole, d'industrialisation ou de sécurité régionale. Le dialogue entre Trump et Poutine agit comme un signal : le monde évolue vers une pluralité de pôles, et l'Afrique a la capacité d'en tirer parti si elle sait coordonner ses choix.

Les implications sont également sociales et symboliques.

La population africaine suit de près ces évolutions, dans un contexte où les notions de souveraineté et d'indépendance politique occupent une place croissante dans le discours public. Voir deux grandes puissances dialoguer malgré leurs divergences renforce l'idée qu'un équilibre est possible et que les pays africains peuvent eux aussi défendre leurs propres priorités.

La rencontre Trump-Poutine dépasse la seule dimension bilatérale. Elle rappelle aux dirigeants africains que l'avenir des relations internationales repose sur des équilibres mouvants, où la diversification des alliances et la maîtrise des choix stratégiques sont essentielles. L'Afrique, en observant attentivement ces évolutions, dispose d'une occasion de consolider sa place dans un monde multipolaire en pleine recomposition.



ENTRE JUSTICE ET ENJEUX POLITIQUES

Depuis juin 2025, l'ancien ministre de la Justice, Constant Mutamba, est au centre d'un procès retentissant devant la Cour de cassation. Accusé de détournement de 19 millions de dollars, il rejette toute culpabilité et dénonce un dossier politique. Retour sur une affaire où chaque date éclaire les tensions entre droit, gouvernance et ambitions.

Le 15 juin 2025, l'Assemblée nationale donne son feu vert à des poursuites judiciaires contre Constant Mutamba. Trois jours plus tard, le 18 juin, il démissionne de son poste de ministre, expliquant vouloir faire face sereinement à la justice. Un geste salué par certains comme un signe de responsabilité, mais perçu par d'autres comme une étape forcée dans une bataille politique.

Le 9 juillet, le procès s'ouvre à Kinshasa. L'audience, très suivie, se conclut par un renvoi demandé par la défense, qui réclame plus de temps pour accéder à l'ensemble du dossier. Le 23 juillet, lors de la reprise,



Mutamba apparaît calme mais déterminé. Il affirme qu'il n'a pas touché un seul dollar de la somme incriminée, soulignant que les fonds sont restés sous contrôle bancaire et n'ont jamais été détournés.

Le 6 août marque un tournant. Contestant l'impartialité de deux magistrats, il en demande la récusation. Ses avocats dénoncent des pressions et des attitudes incompatibles avec un procès équitable. La



chambre décide de remplacer le président de la formation, un geste rare qui traduit la tension ambiante mais aussi la solidité de la défense.

Le 13 août, le ministère public prend la parole pour requérir dix ans de travaux forcés, assortis d'une interdiction de fonctions publiques pour la décennie suivante. Selon l'accusation, Mutamba a favorisé une entreprise sans capacité réelle pour exécuter le projet de construction d'une prison à Kisangani, acte interprété comme une malversation. Pour le parquet, la responsabilité du ministre est directe et engage sa personne.

Mutamba, de son côté, campe sur sa ligne : il rappelle que la passation des marchés publics relève de plusieurs organes et qu'aucune preuve ne démontre un enrichissement personnel. Il se décrit comme victime d'un procès politique, destiné à neutraliser son influence. Ses partisans mettent en avant son parcours marqué par des prises de position anticorruption, affirmant qu'il devient paradoxal de l'accuser précisément sur ce terrain.

Au-delà des arguments, ce procès révèle deux dynamiques. D'abord, la quête de crédibilité d'une justice congolaise appelée à démontrer son indépendance face aux soupçons d'instrumentalisation. Ensuite, le

rôle politique de Mutamba, dont la popularité et le positionnement réformateur en font une cible évidente pour ses adversaires.

À mesure que les audiences se succèdent, l'affaire dépasse la seule personne de Constant Mutamba. Elle interroge la confiance des Congolais envers leurs institutions, la transparence des procédures publiques et la capacité de la justice à s'imposer comme un arbitre neutre. Le verdict attendu sera jugé non seulement sur son fond, mais aussi sur la perception qu'il laissera dans l'opinion : celle d'une justice qui tranche avec équité ou d'un procès aux relents politiques.



QUE CACHE LA MISE EN PRISON DE SUCCÈS MASRA AU TCHAD ?

L'interpellation de Succès Masra a suscité un large débat au Tchad. Entre version officielle, contestations de la défense et réactions de l'opinion publique, l'affaire soulève des interrogations profondes sur la transparence judiciaire et l'équilibre politique.

Au matin du 16 mai, des agents ont arrêté l'opposant Succès Masra à son domicile de N'Djaména. Selon ses proches, l'opération s'est déroulée sans mandat judiciaire clair. Les autorités, de leur côté, affirment qu'il est poursuivi pour des faits graves : incitation à la haine, trouble à l'ordre public, complicité dans des violences meurtrières, ainsi que participation présumée à des mouvements armés. Ces accusations s'appuieraient notamment sur un enregistrement sonore attribué à l'opposant, mais dont l'authenticité reste contestée.

Les avocats de Masra dénoncent une procédure irrégulière. Pour eux, les charges manquent de fondement et reposent sur des éléments qu'ils jugent

non vérifiés, voire manipulés. Ils considèrent que l'audio mis en avant est daté ou fabriqué et soulignent l'absence de lien direct entre leur client et les violences évoquées. Ils demandent sa libération provisoire et affirment que le dossier relève plus d'un règlement politique que d'un contentieux judiciaire.

Le procureur, pour sa part, maintient que les preuves sont suffisantes pour justifier une détention et qu'il ne s'agit pas d'un acte arbitraire. Dans sa communication, il insiste sur la gravité des violences survenues à Mandakao, où plusieurs dizaines de civils ont trouvé la mort. Les autorités estiment que l'opposant, par ses prises de position publiques, aurait contribué à nourrir un climat propice aux troubles.

Après son arrestation, Masra a été placé en détention pro-

visoire à la maison d'arrêt de Klessoum. Trois semaines plus tard, il a été entendu par un juge d'instruction, en présence de ses avocats. Cette audition a permis d'établir les points de désaccord : d'un côté, une défense qui nie toute implication ; de l'autre, une justice qui considère les charges comme suffisamment sérieuses pour écarter toute remise en liberté.

La chambre d'accusation a confirmé cette ligne en rejetant une demande de libération provisoire, estimant que la procédure devait suivre son cours. Parallèlement, un mandat d'arrêt international a été lancé, élargissant la liste des accusations à l'incitation au soulèvement et à l'appel à la violence via les réseaux sociaux. Ce mandat a cependant suscité des interrogations sur son opportunité et sur l'image du Tchad à l'extérieur.

Deux éléments ressortent de cette enquête. Premièrement, la question des preuves : l'audio présenté comme pièce maîtresse du dossier reste au cœur de la polémique, son origine et son authenticité étant toujours débattues. Deuxièmement, le contexte politique : Masra, figure de l'opposition, concentre autant d'adhésions que de critiques, ce qui nourrit l'idée que le judiciaire et le politique s'entrecroisent.

L'affaire Succès Masra apparaît aujourd'hui comme un test pour l'État tchadien. La solidité des charges, la régularité de la procédure et la clarté des débats judiciaires détermineront si ce dossier est perçu comme un exercice impartial de la justice ou comme un épisode qui accentue la défiance. Dans l'attente, le pays observe, partagé entre prudence et interrogation.





RDC-Rwanda

ACCORDS DE WASHINGTON ET DOHA, LA PAIX AU PRIX DES MINERAIS ?

Les accords signés fin juin à Washington et en juillet à Doha entre la République démocratique du Congo, le Rwanda et le M23 ont été présentés comme un pas décisif vers la paix. Mais derrière les images de réconciliation, l'enjeu minier suscite de nombreuses interrogations.

Le 27 juin 2025, sous l'égide de partenaires internationaux, Kinshasa et Kigali se sont engagés à un retrait progressif des troupes et à une

coopération sécuritaire. Trois semaines plus tard, le 19 juillet, une déclaration de principes a été signée à Doha entre la RDC et le M23. Officiellement, ces textes visent à mettre fin à des décennies de méfiance et de conflits récurrents dans l'est congolais.

Pourtant, à mesure que les détails émergent, des zones d'ombre persistent. Les accords comportent des clauses sur l'intégration économique régionale, la libre circulation des biens et la sécurisation des zones minières. Ces aspects, moins médiatisés, révèlent que les ressources stratégiques : cobalt, coltan, lithium, se trouvent au cœur des discussions. Pour de nombreux observateurs, la trêve diplomatique apparaît autant comme une initiative sécuritaire que comme une stratégie pour or-

ganiser l'accès à des minerais indispensables aux industries mondiales de l'énergie et du numérique.

Dans les coulisses, des négociations parallèles auraient porté sur la régularisation des concessions minières et sur la présence accrue d'investisseurs étrangers. Le fait que les accords aient été conclus à Washington et à Doha, deux capitales éloignées du terrain congolais, alimente l'idée d'un règlement façonné en priorité par des intérêts extérieurs. La population congolaise, directement affectée par le conflit, s'inquiète que les bénéfices de cette paix annoncée échappent encore une fois aux communautés locales.

Sur le plan sécuritaire, les ambiguïtés demeurent. L'engagement de retrait des

troupes rwandaises dépend d'un calendrier qui reste flou. De son côté, le M23, signataire à Doha, insiste sur des garanties politiques et des aménagements institutionnels qui pourraient complexifier la mise en œuvre. En filigrane, la crainte est que cette trêve serve davantage à stabiliser les circuits d'approvisionnement minier qu'à répondre aux revendications de sécurité et de justice sociale dans l'est du pays.

Les autorités congolaises affichent leur optimisme, mais une partie de la société civile redoute un scénario connu : celui où les accords internationaux pacifient les relations entre États tout en consolidant l'emprise sur les ressources, sans que la population n'en voie les retombées concrètes. Le souvenir d'accords passés, souvent célébrés avant de s'éroder sur le terrain, plane sur ces engagements récents.

L'avenir des accords de Washington et Doha ne se jouera pas uniquement dans les chancelleries, mais dans les mines et villages de l'est congolais. Si la paix s'avère synonyme de redistribution équitable et de développement local, elle pourrait marquer un tournant historique. Mais si elle n'apparaît que comme une trêve diplomatique dictée par l'appétit minier, le risque est grand de voir renaître les mêmes tensions qui, depuis des décennies, nourrissent l'instabilité régionale.





LE TCHAD FRANCHIRA-T-IL LE PAS ET REJOINDRA-T-IL L'AES ?

Le Tchad, situé au carrefour du Sahel et de l'Afrique centrale, nourrit de plus en plus de spéculations sur une éventuelle adhésion à l'Alliance des États du Sahel (AES). Entre calculs géopolitiques, aspirations populaires et prudence diplomatique, l'hypothèse prend de l'ampleur.

Depuis la création de l'AES par le Mali, le Burkina Faso et le Niger, la dynamique

régionale a pris une tournure nouvelle. Cette alliance s'affiche comme une structure de coopération militaire, politique et économique cherchant à renforcer la souveraineté des

pays membres face aux pressions extérieures. Or, le Tchad, par son positionnement stratégique et son histoire militaire, apparaît comme un candidat naturel à une telle union.

Au sein de la société tchadienne, le débat est vif. Une partie de la jeunesse, marquée par le rejet de certaines formes de dépendance vis-à-vis de partenaires extérieurs, se montre favorable à un rapprochement avec l'AES. Les discours valorisant l'autonomie et la solidarité sahélienne trouvent un écho

croissant dans les villes comme dans les campagnes. Des voix s'élèvent pour rappeler que le Tchad partage avec ses voisins du Sahel les mêmes défis sécuritaires, économiques et identitaires.

Sur le plan politique, les signaux restent prudents. N'Djamena entretient encore des relations étroites avec plusieurs partenaires occidentaux, notamment dans le domaine sécuritaire. Mais cette coopération traditionnelle se heurte parfois à des critiques internes qui l'accusent d'être asymétrique et de ne pas toujours servir les intérêts tchadiens. L'option AES offre, selon ses partisans, une alternative plus équilibrée, fondée sur une en-

traide entre voisins confrontés aux mêmes menaces.

Cependant, des interrogations subsistent. Rejoindre l'AES signifierait pour le Tchad de prendre position plus clairement dans un environnement diplomatique complexe, au risque de bousculer certains équilibres régionaux. Le pays occupe une place particulière, à la fois sahélienne et centrafricaine, ce qui lui confère un rôle de pivot. Une adhésion renforcerait incontestablement le poids géopolitique de l'AES, mais elle obligerait aussi N'Djamena à redéfinir certaines alliances.

Pour les observateurs, deux réalités se confrontent : d'un côté, un courant populaire et

politique qui voit dans l'AES une chance de rupture et de consolidation de la souveraineté ; de l'autre, une élite plus prudente, soucieuse de préserver les partenariats traditionnels. L'équilibre entre ces tendances déterminera la trajectoire finale.

Le Tchad rejoindra-t-il l'AES ? La question demeure ouverte, mais elle illustre déjà une transformation profonde du paysage sahélien. L'éventuelle adhésion ne serait pas seulement un choix diplomatique, mais aussi un signal fort : celui d'une région qui redéfinit ses alliances à partir de ses propres priorités. Entre prudence et aspiration au changement, N'Djamena est à la croisée des chemins.





Patrice Talon annonce son départ du pouvoir au Bénin

LE BÉNIN, UN MODÈLE DE DÉMOCRATIE, UN CAS RARE

Le président béninois, Patrice Talon dit AGBONON, a récemment annoncé son intention de quitter le pouvoir à l'issue de son mandat actuel, suscitant ainsi une vague de réactions diverses au sein de la classe politique et de la société civile béninoise. Cette décision intervient dans un contexte où la démocratie béninoise est souvent citée en exemple pour sa stabilité et sa maturité dans une région ouest-africaine où les coups d'État et les crises politiques sont fréquents.

cratie en Afrique de l'Ouest. Depuis l'avènement du renouveau démocratique en 1990, le pays a réussi à organiser plusieurs élections transparentes et pacifiques, permettant ainsi une alternance politique sans heurts majeurs. Cette stabilité politique contraste avec la situation observée dans plusieurs pays voisins où les transitions politiques sont souvent tumultueuses.

Patrice Talon, qui est à son deuxième mandat à la tête de l'État béninois, avait déjà fait part de ses intentions de respecter la constitution et de ne pas briguer un troisième mandat. Cette annonce conforte ainsi l'image d'un dirigeant attaché aux principes démocratiques et soucieux de la sta-

bilité de son pays. Pour beaucoup d'observateurs, il s'agit là d'une décision historique qui pourrait renforcer la crédibilité du processus démocratique au Bénin.

LE BÉNIN, UN ÎLOT DE STABILITÉ POLITIQUE

Le Bénin est souvent présenté comme un modèle de démo-

QUELS DÉFIS À RELEVER ?

Malgré cette stabilité politique remarquable, le Bénin doit relever plusieurs défis pour consolider davantage sa démocratie. Parmi ces défis figurent la consolidation de l'indépendance de la justice, la lutte contre la corruption et l'amélioration des conditions de vie des populations. Patrice

Talon a mis en place plusieurs réformes visant à assainir la gestion des finances publiques et à promouvoir la bonne gouvernance. Cependant, certains observateurs estiment que davantage doit être fait pour garantir une véritable alternance politique et assurer une séparation des pouvoirs effective.

UN HÉRITAGE POLITIQUE À CONSTRUIRE

L'annonce de Patrice Talon soulève également des questions sur son héritage politique. Comment sera-t-il jugé par l'histoire ? Son mandat sera-t-il retenu pour ses avancées économiques et ses réformes politiques ou pour les contestations sociales et les restrictions des libertés ? La manière dont il gèrera la transition et le choix de son successeur seront déterminants pour l'avenir politique du pays.

Le Bénin révélé : les avancées d'une nation sous le leadership de Patrice Talon

Depuis son accession au pouvoir en 2016, le président Patrice Talon a impulsé une dynamique de transformation profonde au Bénin. Avec une vision claire et une détermination inébranlable, il a mis en œuvre des réformes structurelles audacieuses pour moderniser l'économie, assainir la gouvernance et améliorer la qualité de vie des Béninois.

UNE ÉCONOMIE EN MARCHÉ

Sous la direction du président Talon, le Bénin a connu une croissance économique significative, soutenue par des investissements importants dans les infrastructures, l'agriculture et l'énergie. Les résultats sont palpables : des routes modernes, des hôpitaux rénovés, des écoles mieux équipées, etc. Le président Talon a également renforcé la coopération internationale du Bénin, attirant des investissements étrangers et promouvant l'image du pays sur la scène internationale.

UNE GOUVERNANCE ASSAINIE

La gestion du président Talon se caractérise par une transparence exemplaire et une volonté de rendre compte aux citoyens. Il a mis en place des mécanismes de contrôle et de suivi rigoureux pour garantir la bonne utilisation des ressources publiques. Les Béninois peuvent légitimement se féliciter des avancées notables réalisées sous sa direction, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'économie.

UN MODÈLE DE STABILITÉ ET DE CROISSANCE

Grâce à son leadership visionnaire, le Bénin est devenu un modèle de stabilité et de croissance en Afrique de l'Ouest. Le président Talon a su créer un environnement propice aux af-

fares, favorisant l'émergence d'une classe entrepreneuriale dynamique et innovante. Les Béninois peuvent être fiers de leur pays, qui est devenu une référence en matière de développement économique et social dans la sous-région.

UN AVENIR PROMETTEUR

Sous la direction du président Talon, le Bénin a un avenir prometteur. Les Béninois peuvent espérer une amélioration continue de leur qualité de vie, grâce aux efforts du président pour moderniser l'économie, améliorer les infrastructures et renforcer la gouvernance. Le Bénin est prêt à relever les défis du XXI^e siècle, avec un leadership visionnaire et une population dynamique et entreprenante.

L'annonce de Patrice Talon de ne pas se représenter constitue un signal fort en faveur de la démocratie au Bénin. Ce pays, souvent cité en exemple pour sa stabilité politique, continue de montrer la voie en matière de gouvernance démocratique en Afrique. Toutefois, pour que cette démocratie continue de s'épanouir, il est crucial que les institutions soient renforcées et que les prochains dirigeants poursuivent dans la voie de la consolidation de la démocratie et du développement économique. Le pari semble pour l'instant gagné pour Patrice Talon, mais l'avenir du Bénin reste entre les mains de ses citoyens et de ses futurs dirigeants.

« L'AES N'EST PAS UNE JUNTE, C'EST UNE ALLIANCE POUR LA SÉCURITÉ RÉGIONALE »

Lors d'une interview accordée à une chaîne de télévision française le 25 mars 2025, le président gabonais Brice Oligui Nguema a clarifié sa position sur l'Alliance des États du Sahel (AES). Face aux questions directes de deux journalistes français, il a défendu le rôle de l'AES comme un instrument de coopération militaire et de stabilisation régionale, tout en écartant toute confrontation avec les grandes puissances.

Journaliste : Monsieur le Président, comment percevez-vous l'Alliance des États du Sahel et la présence de forces militaires issues de cette alliance dans la région ?

Brice Oligui Nguema : “Je tiens d'abord à préciser que je ne peux pas qualifier mes partenaires d'armes de ‘junte’. Ce sont des partenaires militaires, et nous travaillons ensemble pour la sécurité régionale. L'AES est une initiative qui vise à renforcer la stabilité et la souveraineté de



nos pays face à des menaces communes, et non pas à défier les grandes puissances.”

Journaliste : Certains observateurs craignent que cette alliance militaire ne s'oppose à des partenaires internationaux. Qu'en pensez-vous ?

Brice Oligui Nguema : “L'Afrique a besoin de ses propres mécanismes de sécurité, mais cela ne signifie pas que nous entrons en confrontation avec nos partenaires historiques. Au contraire, nous coopérons avec eux. L'AES est complémentaire, elle renforce notre capacité collective à gérer les crises, tout en respectant les relations existantes avec les grandes puissances.”

Journaliste : La perception de certains médias occidentaux est que l'AES

pourrait être perçue comme un bloc militaire fermé.

Brice Oligui Nguema : “C’est une lecture qui ne correspond pas à la réalité. L’AES n’est pas un bloc fermé, c’est un espace de coopération, d’entraide et de solidarité régionale. Notre objectif est de protéger nos populations et de stabiliser nos pays. Nous travaillons en transparence et en dialogue

avec nos partenaires internationaux pour éviter tout malentendu.”

Journaliste : Pensez-vous que cette alliance pourrait influencer l’équilibre régional à long terme ?

Brice Oligui Nguema : “L’AES vise à renforcer notre autonomie sécuritaire et notre rési-

lience. Il ne s’agit pas de bousculer l’ordre mondial, mais de mieux gérer nos affaires régionales. Nous voulons construire des partenariats équilibrés, basés sur le respect mutuel et l’efficacité opérationnelle.”



Distinction entre l’AES et une “junte”

Le président Oligui Nguema a ainsi insisté sur la distinction entre l’AES et une “junte”, rappelant que l’alliance est un mécanisme de coopération, non un bloc militaire fermé. Selon lui, l’AES permet aux pays membres de mieux faire face aux menaces communes tout en respectant les partenariats historiques et les relations avec les grandes puissances.

Pour le chef de l’État gabonais, la transparence et le dialogue sont essentiels pour éviter toute mauvaise interprétation de la démarche. L’AES n’est pas destinée à modifier brutalement l’équilibre régional, mais à

renforcer la capacité collective des États du Sahel et d’Afrique centrale à gérer leurs crises sécuritaires.

En affirmant que l’AES est un instrument de protection et de coopération, Brice Oligui Nguema envoie un message clair : les alliances régionales africaines ne sont pas des menaces pour l’ordre international, mais des outils pour construire la stabilité et la souveraineté sur le continent. La perception internationale sera désormais confrontée à la réalité de cette initiative stratégique et coordonnée.

QUAND LE FOOTBALL S'INVITE DANS LA DIPLOMATIE RÉGIONALE



Arsenal a surpris en annonçant la fin de son partenariat avec la campagne "Visit Rwanda", qui ornait depuis plusieurs saisons les manches de ses maillots. Le club londonien, après des mois de pressions diplomatiques et médiatiques, a choisi de se désengager de ce contrat estimé à plusieurs dizaines de millions. Ce retrait s'inscrit dans un contexte où le Rwanda est pointé du doigt par ses voisins pour son rôle présumé dans la crise à l'est de la République démocratique du Congo. Pour Arsenal, il s'agit moins d'un débat politique que d'une décision visant à préserver son image et sa relation avec un public international de plus en plus sensible aux questions d'éthique et de responsabilité.

À Munich, la situation a pris une tournure différente. Le Bayern n'a pas rompu son partenariat, mais a réorienté son contenu. Les campagnes

de promotion touristique disparaissent progressivement pour laisser place à des projets de développement liés au football de formation. Le club allemand met désormais l'accent sur son académie installée au Rwanda, valorisant la transmission sportive et l'investissement social plutôt que la communication institutionnelle. Une manière de maintenir la coopération tout en se distançant des polémiques.

Ces décisions contrastées illustrent la pression qui s'exerce aujourd'hui sur les grandes équipes européennes. Si autrefois le choix d'un sponsor relevait principalement de considérations financières, il est désormais scruté à travers le prisme diplomatique. Dans un monde globalisé où le football sert aussi de vitrine culturelle, les partenariats ne se limitent plus au marketing : ils deviennent des symboles qui peuvent être contestés ou réinterprétés selon les crises géopolitiques.

Arsenal et le Bayern n'ont pas fait face aux mêmes équilibres. Le premier, avec une base de supporters mondiale et une forte visibilité en Afrique, a choisi la rupture nette pour éviter que la polémique n'éclipse son image sportive. Le second, attaché à un modèle plus institutionnel et à une coopération de long terme, a préféré transformer le contrat en levier éducatif et social. Deux approches qui traduisent la complexité de concilier finance, diplomatie et sport de haut niveau.

Pour les amateurs de football, cette séquence rappelle que les clubs ne sont plus des acteurs isolés : ils sont intégrés à un réseau d'intérêts économiques et politiques qui dépasse largement le terrain de jeu. La fin d'un logo ou la réorientation d'un partenariat ne sont plus de simples décisions commerciales, mais des messages adressés à l'opinion mondiale.

Afrique

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE RÉSILIENTE EN 2025



En 2025, l'Afrique affiche une croissance économique robuste de 3,9 %, surpassant les prévisions de 3,3 % pour 2024. Cette performance est soutenue par des réformes structurelles, des investissements stratégiques et une diversification économique accrue.

La région de l'Afrique de l'Est se distingue particulièrement, avec une prévision de croissance de 5,9 % pour 2025-2026, portée par des économies comme l'Éthiopie, le Rwanda et la Tanzanie. Ces pays bénéficient d'investissements dans les infrastructures, l'énergie et les technolo-

gies, favorisant une croissance soutenue et durable.

En Afrique de l'Ouest, la croissance prévue atteint 4,3 %, stimulée par la production de pétrole et de gaz au Sénégal et au Niger. Ces secteurs contribuent à la diversification économique et à la création d'emplois, renforçant la résilience régionale.

L'Afrique du Nord connaît une croissance modérée de 3,6 %, tandis que l'Afrique centrale enregistre une légère baisse à 3,2 %. Ces disparités régionales mettent en évidence la nécessité de politiques économiques adaptées aux contextes locaux pour maintenir un développement équilibré.

Cette dynamique économique se traduit également par une réduction de la pauvreté et un renforcement de la croissance inclusive. L'amélioration de l'accès aux services financiers, le développement du secteur agricole et la promotion de l'emploi des jeunes favorisent une distribution plus équitable des bénéfices économiques.

Malgré les défis liés aux tensions mondiales et aux risques climatiques, la croissance africaine en 2025 confirme la résilience et le dynamisme du continent. La diversification des économies, le renforcement des institutions et les investissements dans les secteurs clés offrent une perspective prometteuse pour une croissance durable et inclusive à long terme.

Éthiopie

LANCEMENT DE LA BOURSE DES VALEURS, UNE ÉTAPE CLÉ VERS LA MODERNISATION ÉCONOMIQUE

L'Éthiopie a franchi une étape historique dans la modernisation de son économie avec l'inauguration, début 2025, de sa première Bourse des valeurs, l'Ethiopian Securities Exchange (ESX). Ce lancement marque le début d'un marché financier structuré destiné à diversifier les sources de financement et à attirer les investisseurs étrangers, jusque-là peu présents dans le pays.

La Bourse a démarré avec l'inscription de Wegagen Bank, la première entreprise cotée, mais le gouvernement éthiopien ambitionne d'inclure 90 sociétés au cours des dix prochaines années. Parmi les entreprises prévues, Ethio Telecom envisage une introduction en bourse représentant 10 % de son capital. L'objectif est de créer un marché liquide et transparent qui permette aux entreprises

d'accéder à des financements à long terme et de réduire la dépendance au financement bancaire traditionnel.

La Bourse permettra également aux investisseurs étrangers de détenir jusqu'à 30 % des actions des sociétés cotées, une mesure qui vise à renforcer la confiance et à attirer des capitaux internationaux. L'Éthiopie, deuxième pays le plus peuplé d'Afrique avec environ 126 millions d'habitants, prévoit un taux de croissance du PIB de 6,5 % en 2025, soutenu par une forte expansion du secteur des services et des investissements dans les infrastructures.

Le lancement de l'ESX s'inscrit dans un ensemble plus large de réformes économiques, incluant la libéralisation partielle du marché des changes et l'ouverture du secteur bancaire aux investisseurs étrangers. Ces mesures visent à stimuler le secteur privé, accroître la compétitivité et préparer le pays à une intégration plus poussée dans l'économie mondiale.

Malgré ces perspectives positives, l'Éthiopie reste confrontée à des défis importants : une dette publique élevée, estimée à 64 % du PIB, des risques climatiques récurrents qui peuvent affecter la stabilité économique. Néanmoins, la création de l'ESX constitue une avancée majeure vers une économie plus moderne et financièrement structurée, ouvrant la voie à une diversification durable des financements et à un marché des capitaux actif et attractif pour les investisseurs locaux et internationaux.



CROISSANCE ÉCONOMIQUE ROBUSTE ET INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES EN 2025

Le Kenya affiche une performance économique remarquable en 2025, avec un taux de croissance du PIB projeté à 5,6 %, surpassant les prévisions antérieures et consolidant sa position en tant que moteur économique de l'Afrique de l'Est. Cette dynamique est alimentée par des investissements étrangers ciblés, notamment un prêt libellé en yens signé avec le Japon, visant à financer des projets d'infrastructure essentiels.

Lors de la conférence TICAD 9 à Yokohama, le président William Ruto a souligné la résilience du pays face aux perturbations commerciales mondiales et aux hausses tarifaires américaines. Il a annoncé que le Japon, déjà troisième investisseur étranger du pays avec plus de 205 millions de dollars injectés en 2024, continue de soutenir des projets stratégiques tels que le port de Mombasa, la centrale géothermique d'Olkaria et des usines d'assemblage automobile. Ce partenariat est renforcé par un prêt en yens soutenu par Nippon Export and Investment Insurance (NEXI), visant à réduire les coûts d'emprunt en atténuant les risques pour les investisseurs.

Cette croissance est soutenue par plusieurs secteurs clés.

L'agriculture, représentant 22,5 % du PIB, bénéficie de conditions climatiques plus favorables et de politiques de soutien. Le secteur des services, en particulier le tourisme et les services financiers, contribue à hauteur de 55,3 %, tandis que l'industrie représente 16,5 %. L'inflation a également diminué, atteignant 4,5 % en 2024, son niveau le plus bas depuis cinq ans, grâce à une gestion monétaire prudente.

Le secteur énergétique, pilier de cette croissance, attire des investissements substantiels. Le Kenya, leader africain en

matière d'énergie géothermique, exploite environ 1 000 MW sur un potentiel estimé à 10 000 MW. Les investissements dans les infrastructures énergétiques, tels que les réseaux de transmission et de distribution, sont essentiels pour intégrer les énergies renouvelables variables et assurer la fiabilité du système.

Cependant, des défis subsistent. Le pays doit faire face à une dette publique élevée, atteignant 79,3 milliards de dollars en 2024, soit environ 65,6 % du PIB, ce qui nécessite une gestion budgétaire rigoureuse. De plus, des tensions commerciales mondiales et des risques climatiques pourraient affecter la stabilité économique.

Malgré ces défis, le Kenya demeure un modèle de croissance durable en Afrique, alliant investissements stratégiques, réformes économiques et développement des infrastructures pour renforcer sa compétitivité régionale.



Août 2025, mois charnière pour le football africain

TALENTS, COMPÉTITIONS, AMBITIONS

Août 2025 s'inscrit dans l'histoire du football africain comme une période dense et révélatrice. Les projecteurs se sont braqués sur le continent, d'abord avec le coup d'envoi du Championnat d'Afrique des Nations : le CHAN, qui s'est déroulé du 2 au 30 août, en alternance entre le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Cette édition a révélé sur le terrain des équipes locales de plus en plus préparées : le Burkina Faso, par exemple, s'est imposé lors d'un match décisif contre la République centrafricaine tandis qu'Algérie a marqué les esprits avec une victoire nette sur l'Ouganda. La compétition a mis en lumière non seulement le talent des joueurs évoluant dans les championnats africains, mais aussi l'importance d'un football enraciné sur le continent.

A peine le tournoi achevé, le 6 août fut marqué par un transfert qui a fait sensation : Kazeem Olaigbe, jeune ailier nigérian, a signé avec le club turc de Trabzonspor, venant du Stade Rennais. Ce mouvement marque une nouvelle étape sur le marché : les joueurs africains issus de centres de formation continentaux ou français accèdent directement à des clubs européens en pleine croissance, ce qui explique l'intérêt grandis-

sant des recruteurs pour cette vivacité sportive.

Sur le plan organisationnel, ce mois a également été historique. Le CHAN, initialement prévu en février, avait été reporté à août, offrant une fenêtre stratégique pour valoriser le ballon africain à une période moins encombrée par les compétitions européennes. Le tirage des compétitions inter-clubs continentales était également fixé au 12 août, ouvrant une nouvelle saison de Ligue des champions et de Coupe de la Confédération CAF avec un

système de gestion totalement numérique, une première dans la gouvernance du football africain, et un signe concret que les structures se modernisent pour accompagner la montée en puissance du jeu local.

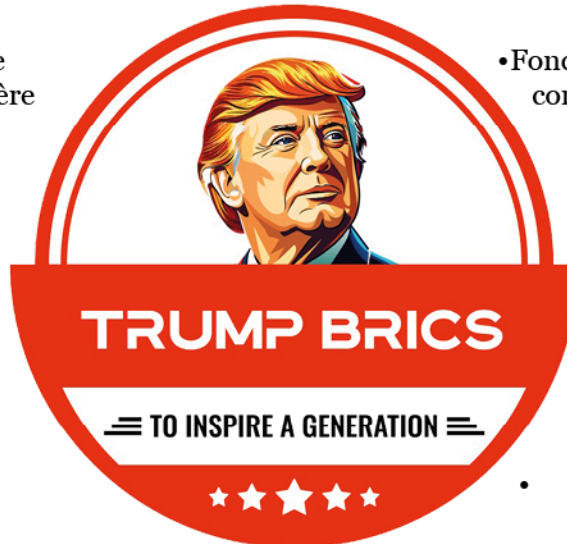
Enfin, le paysage du mercato africain a continué à s'agiter : des transferts importants comme celui de Percy Tau, qui a quitté le PSG de son club qatari pour défendre les couleurs du Thép Xanh Nam ??nh au Vietnam, tandis qu'Abdoulaye Doucouré franchissait une nouvelle étape en rejoignant le club saoudien Neom le 15 août, démontrant l'ouverture des horizons pour les joueurs africains, tant en Europe qu'au Moyen-Orient ou en Asie.

Août 2025 révèle donc une trajectoire claire : le football africain ne se contente plus d'alimenter les compétitions étrangères, il se structure, se valorise et affirme son poids symbolique et économique. Entre talents émergents, compétitions renforcées et transferts ambitieux, ce mois demeure un jalon, non pas isolé, mais porteur d'un élan dont les répercussions s'inscriront dans les saisons à venir.

QU'EST-CE QUE TRUMP BRICS BOT

Trump BRICS Bot est une super-application financière et ludique, directement intégrée à Telegram, qui combine :

- Jeux & Paris sportifs ⇨ possibilité de jouer et parier (notamment sur le football) avec des récompenses instantanées.
- Staking & Rendements ⇨ possibilité de déposer ses cryptos (USDT, Limocoin, MIR Token) et de recevoir des rendements très attractifs :
- jusqu'à 18% APY pour l'USDT
- jusqu'à 24% et plus pour les MIR Token et le Limocoin



• Fonctionnalités financières complètes :

- Tap & Earn
- Dépôts et retraits instantanés
- Transferts gratuits entre utilisateurs
- Swap entre tokens
- Communauté internationale ⇨ pensée pour l'Afrique, l'Asie et l'univers multi-polaire (BRICS, Global South).
- ✎ Lien d'inscription officiel : <https://trumpbotwallet.com/register>
- ✎ Site d'information : <https://trumpbotwallet.com>

GUIDE PRATIQUE

ÉTAPE 1 : INSCRIPTION

- Clique sur le lien d'inscription et connecte ton compte via Telegram.

ÉTAPE 2 : SÉCURITÉ

- Plateforme décentralisée et sécurisée par smart contracts.



- Vérifie toujours que tu utilises le lien officiel.

ÉTAPE 3 : TAP & EARN

- Tu peux taper/jouer pour accumuler des MIR Token.
- Ces MIR Token peuvent être :
- utilisés pour parier sur les matchs,
- revendus sur les exchanges,
- utilisés pour payer des biens et services via la plateforme,
- ou stakés pour générer encore plus de gains.

ÉTAPE 4 : DÉPÔTS

- Tu peux déposer :
- USDT (BEP20 uniquement)
- Limocoin (BEP20)

- MIR Token
- Les dépôts sont instantanés.

ÉTAPE 5 : STAKING

- USDT ⇌ packs disponibles : 10%, 12%, 15%, 18% APY selon la durée.
- Limocoin (LMC) ⇌ rendements de 8% à 22%.
- MIR Token ⇌ rendements de 10% à 36%.

ÉTAPE 6 : RETRAITS

- Retraits disponibles à tout moment, instantanés.

ÉTAPE 7 : TRANSFERTS & SWAP

- Transferts gratuits entre utilisateurs du bot.

- Swap instantané entre USDT ⇌ Limocoin ⇌ MIR.

CONCLUSION

Trump BRICS Bot est à la fois :

- 🎮 un outil de divertissement (jeux, paris, Tap & Earn),
- 💰 un outil financier (staking, transferts, swap),
- 🌐 une porte d'entrée au Web3 multipolaire (BRICS, Afrique, Asie).

🔔 De nouvelles fonctionnalités arrivent :

- P2P (peer-to-peer)
- Micro-crédits de 100 à 10 000 \$
- 🔔 Consultez notre site internet : <https://trumpbotwallet.com>

CE GUIDE PERMET À TOUT NOUVEL UTILISATEUR DE S'INSCRIRE, JOUER, PARIER, INVESTIR, TRANSFÉRER ET PARRAINER FACILEMENT.



BRICS
HR GROUP

<https://bricshr.com>

CONNECTER LES TALENTS D'AUJOURD'HUI AUX OPPORTUNITES DE DEMAIN

Trouvez le bon talent au bon moment. Avec BricshR, accédez à un vivier de plus de 5 millions de professionnels actifs dans les pays BRICS et au-delà. Que vous recherchiez un expert en technologie à distance ou un manager marketing en présentiel, notre plateforme met à votre disposition :

- un matching intelligent basé sur l'IA,*
- un calendrier d'entretien intégré,*
- un processus de recrutement collaboratif et fluide.*

Résultat : un temps de recrutement réduit de 40 % en moyenne et des candidats qualifiés qui correspondent vraiment à vos besoins.

NOS UTILISATEURS TÉMOIGNENT :

« BricshR a transformé notre processus d'embauche. »

« J'ai trouvé le poste de mes rêves grâce à BricshR. »

BricshR — Recrutez mieux, plus vite, partout.